Europe: le centre ne tient pas

En 1919, le grand poète irlandais W.B. Yeats a écrit un poème devenu célèbre, “The Second Coming”. Il l’a écrit en réaction aux conflits, au chaos et aux désordres qui caractérisaient le monde à l’issue de la Première Guerre mondiale, dont l’expression dans son propre pays était la lutte pour l’indépendance, face à la puissance et la férocité de l’empire britannique.

Une enquête récente a montré que des lignes de ce poème ont été citées davantage dans les sept premiers mois de 2016 que dans les trente années précédentes. La ligne la plus connue (même des gens qui n’ont jamais lu le poème) est “Tout s’écroule, le centre ne peut tenir”. On comprend facilement pourquoi elle est tellement citée aujourd’hui. Car un peu partout les centres, les garants de la stabilité, du statu quo, s’ébranlent et s’écroulent.

L’extrême centre

En 2015 Tariq Ali a publié un livre « The Extreme Centre », dont le titre même lançait un défi au sens commun de l’ordre néolibéral. Ce sens commun présente une vision où il y a un centre du monde politique qui est sérieux, responsable, digne de confiance, surtout pour gérer l’économie : et puis il y a les extrêmes de droite et de gauche (qu’on fait tout pour assimiler) qui sont populistes, démagogues, extrémistes, et ainsi de suite.

En fait, c’est aussi et même surtout le centre qui est extrême. Depuis plus de trente ans nous assistons à une offensive du capital financiarisé. Parmi ses objectifs, le rétrécissement de l’Etat social, le remplacement des retraites

par répartition par des retraites par capitalisation, les privatisations d'entreprises et biens publics, déréglementation des législations du travail, marchandisation de tout. Nous résumons tout cela par le terme de néolibéralisme. Et c'est le centre qui applique cette politique. Pour citer Ali, « Les politiciens apprivoisés et dociles qui font fonctionner le système en se reproduisant sont ce que j'appelle 'l'extrême centre' de la vie politique mainstream en Europe et en Amérique du Nord ».

Ce centre est composé dans chaque pays de partis de centre-droite et centre-gauche. Et depuis plus de trente ans nous avons assisté à l'alternance de ces partis au pouvoir, avec des différences secondaires, mais tous respectant le cadre de l'Europe néolibérale.

Ce sont quelques grands pays d'Europe occidentale qui jouent un rôle dominant dans l'Union européenne. : l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, Espagne, l'ltalie. On garde le Royaume-Uni malgré le Brexit, parce que dehors ou dans l'UE il reste une des principales puissances capitalistes – et impérialistes – en Europe. Et si aucun pays de l'UE ne peut être autorisé à dévier de la norme, ce sont surtout ces pays dont la stabilité est essentielle pour celle de l'Europe.

Résumons:
Au Royaume-Uni : Conservateurs et Travaillistes, avec l'appui des Libéraux-démocrates le cas échéant.
En Allemagne le CDU et le SPD, avec comme soutiens possibles le FDP et les Verts.
En France le Parti socialiste et la droite post-gaulliste sous une série de sigles (RPR, UMP, LR) avec l'appui de diverses forces centristes si besoin est.
En Italie, depuis les années 1990, le Parti démocratique (et ses prédécesseurs) et Forza Italia.
En Espagne, le Parti populaire (PP) et les sociaux-démocrates du PSOE.

Un paysage instable

Aujourd'hui, aucun de ces pays ne donne une image de stabilité. Dans deux d'entre eux (Espagne, Royaume-Uni) c'est l'unité territoriale même qui est menacée.
Au Royaume-Uni Theresa May est confrontée au plus grand défi depuis 1945 à la tête d'un gouvernement minoritaire, dépendant d'un parti nord-irlandais avec une idéologie d'un autre âge. Ces derniers jours, la crise endémique de ce gouvernement a connu une nouvelle poussée de fièvre. Il n'est pas sûr que de nouvelles élections produiraient une majorité. Mais si c'était le cas le vainqueur pourrait être le Parti travailliste de Jeremy Corbyn, ce qui conduirait à une confrontation avec les forces du capital britannique et éventuellement, dépendant de l'issue des négociations sur le Brexit, un conflit avec l'Union européenne. Car au Royaume-Uni la menace pour une alternance tranquille ne vient pas de l'affaiblissement du centre-gauche, mais de la prise de la direction du Parti travailliste par une gauche qui rejoint sur certains points la gauche radicale en Europe.

Autre facteur de déstabilisation, la question de l'indépendance de l'Ecosse, qui devait être réglée (négativement) par le statut d'autonomie de 1999 ou encore par le referendum de 2014, est toujours là et peut redevenir un enjeu immédiat.

En Allemagne, le gouvernement Merkel 4 est plus faible que les trois précédents. Merkel a moins d'autorité, elle est sujette aux pressions de l'aile droite de son parti et de la CSU. L'ombre de l'AfD (extrême droite) plane sur la vie politique, et son partenaire de coalition, le SPD, risque d'être dépassé dans les sondages par lui. Depuis 2015 et sa politique d'accueillir les réfugiés, Merkel recule constamment. Le fait que Seehofer (Ministre de l'Intérieur, CSU), a osé l'affronter directement sur la question du renvoi des réfugiés vers leur pays d'arrivée en Europe reflète à la fois le climat dans le

pays et la faiblesse de Merkel, même si elle a réussi à s'en sortir provisoirement.

En Italie les élections du 4 mars ont vu une nette défaite de l'extrême centre. Le PD et Forza Italia étaient incapables de constituer ensemble une majorité. Le résultat, après trois mois de tractations, a été le gouvernement de coalition entre la Lega (extrême droite) et le Mouvement des Cinq Etoiles (M5S), un phénomène original qui mériterait une analyse plus approfondie, avant d'être rangé dans la boîte marquée « populistes » (1). Le programme de ce gouvernement comprend des mesures réactionnaires – migration, flat tax – et d'autres potentiellement progressistes – revenu minimum, droits des salariés. Son avenir dépendra de l'évolution de ses contradictions internes et de la pression des marchés, des cercles de pouvoir italien et de l'UE. Mais en ce qui concerne ses rapports avec l'Union européenne, il est clair que le problème principal avec Salvini, ce ne sont pas ses positions sur les migrants. Là-dessus, ils peuvent vivre avec lui (voir ci-dessous). Le problème principal est celui de l'euro. Malgré des déclarations rassurantes, sans doute plus tactiques que sincères, ce gouvernement est parti pour ne pas respecter les règles et peut s'avérer capable d'introduire une monnaie parallèle. Et ce n'est pas impossible qu'il refuse de ratifier la CETA.

Le jour de l'inauguration du nouveau gouvernement en Italie, en Espagne une motion de censure contre le gouvernement de Mariano Rajoy, déposée par Pedro Sanchez, dirigeant du PSOE, a été adoptée au Parlement avec les voix du PSOE, Podemos, et des partis nationaux basques et catalans. Cela faisait suite à l'aboutissement de l'affaire Gürtel, une énorme affaire de corruption centrée sur le PP qui avait traîné pendant des années pour se conclure le 24 mai par la condamnation de plusieurs responsables du PP à de longues peines de prison. Seuls les députés du PP et de Ciudadanos ont voté contre la motion.

Sanchez a été nommé premier ministre et a formé un gouvernement d'experts – avec une nette majorité de femmes. Ces experts étaient censés être indépendants des partis, ce qui était sans doute le cas pour certains d'entre eux, mais parfaitement dans le moule néolibéral. Il semble que Sanchez prendra dans l'immédiat quelques mesures d'ordre sociétal, démocratique, un peu social et plus pro-UE dans le style de Macron. Et à terme, peut-être, quelques modifications de la Constitution de 1978. Certaines de ses mesures peuvent être plus que bienvenues. On pense à la décision historique d'exhumer Franco de son mausolée et à ses suites possibles. Mais il ne changera pas fondamentalement de politique sociale et économique. Et même s'il est prêt au dialogue avec les dirigeants catalans, son ouverture s'arrêtera devant la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Son avenir dépendra de l'impact de ses premières déclarations et mesures et de l'attitude de Podemos. Mais aussi du timing des prochaines élections.

L'exception française?

La France semble être l'exception et elle l'est d'une certaine façon. Mais il s'agit d'une exception qui confirme la règle. Macron dispose d'une majorité pharaonique à l'Assemblée nationale (mais pas au Sénat) et il avance sur tous les fronts : SNCF, éducation supérieure, fonctionnaires, retraites, chômeurs, en marquant des points. Pour arriver au pouvoir il a su profiter de l'effondrement du PS, auquel il a par la suite contribué, ainsi que des déboires du candidat de droite, Fillon. Le résultat était un éclatement du PS et un affaiblissement de la droite. Mais le parti champignon qu'iI a créé pour la campagne présidentielle (La République en Marche, LREM) manque de racines et il se dégage une frange de son groupe parlementaire qui le conteste, entre autres sur la loi asile et l'affaire de l'Aquarius. En plus des résistances sociales et politiques auxquelles il est actuellement confronté, il devra affronter trois campagnes électorales

avant les présidentielles de 2022 : européenne en 2019, municipales en 2020 et régionales en 2021. Et si sa victoire en 2017 a été chaleureusement accueillie par le monde de la finance, les industriels, les média, les dirigeants et institutions européens, il est aujourd'hui perçu par des franges importantes de la population comme le « président des riches » et les sondages lui sont de moins en moins favorables.

Si on regarde les cinq pays, un retour au statu quo ante, vertébré par une force de centre-gauche et une autre de centre-droite, semble nulle part garanti. Comme la politique a horreur du vide, on peut imaginer d'autres solutions. D'un côté il est possible que le modelé autrichien – alliance de la droite et de l'extrême-droite – soit exportable. Le résultat serait des gouvernements réactionnaires qui s'attaqueront aux acquis sociaux – comme on le voit en Autriche aujourd'hui – et seront nettement plus indépendants à l'égard des structures et instances supranationales de l'UE. Evidemment cela dépend de convergences qui ne seront pas toujours faciles. Mais le cordon sanitaire entre les partis traditionnels et l'extrême droite est déjà bien troué dans une série de pays. De l'autre côté on peut assister à l'apparition de nouvelles forces comme LREM en France et Ciudadanos en Espagne, qui se présentent comme des partis modernes, centristes mais sont en effet plutôt de nouveaux partis de droite qui se démarquent des courants nationalistes de droite par des positions progressistes sur des questions de société et un discours pro-UE.

Au niveau européen

Mais dans l'Union européenne il n'y a pas, bien sûr, que les gouvernements nationaux. Il y a aussi le niveau des institutions de l'UE – la Commission, le Parlement, la Cour de justice, la BCE, le SME…. Normalement le Conseil européen, qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement, donne le ton, ce

qui est quand même assez normal dans une Union basée sur des traitées entre Etats. Mais l'autorité du Conseil ne peut pas être plus grande que celle des gouvernements qui le compose. Et c'est la où réside le problème. L'élément le plus grave est clairement l'affaiblissement de Merkel, vu le rôle hégémonique de l'Allemagne et la façon dont elle a exercé cette hégémonie depuis treize ans. On peut donc s'attendre, on le voit déjà, à une marge de manœuvre et une activité renforcée de la Commission, ce qui n'arrangerait rien.

Dans une tribune du Financial Times polémiquant avec les propositions de Macron visant à centraliser davantage la zone euro, l'intellectuel allemand Hans Werner Sinn propose que l'Union européenne « concentre ses efforts sur la sécurité, le contrôle des frontières, la défense et d'autres types de biens publics ». Or, ces « biens publics » sont précisément ce sur quoi il existe un large accord au sein de l'UE. Sur la question des migrations et des migrants qui a dominé le dernier Conseil européen du 28-29 juin, ce qui faisait consensus était le besoin d'empêcher les migrants de venir en Europe : brutalement comme Salvini, unilatéralement comme le voulait Seehofer, diplomatiquement et de manière légale » comme Merkel, par des accords avec des pays d'arrivée (Italie, Grèce, Espagne) et des pays de départ, a l'image de ceux, scandaleux, qui existent déjà avec la Libye et la Turquie. Mais il y a accord pour renforcer les frontières extérieures de l'Union et en dernier ressort, celles de l'intérieur. Il y a aussi accord qu'il faut trouver des endroits – camps, centres d'accueil, centres fermés, peu importe le nom – pour les garder pendant qu'on fera le tri entre « bons » refugiés et « mauvais » migrants économiques. Mais on ne se bouscule pas pour installer ces camps dans son pays, on préfère que cela soit ailleurs, en Afrique dont les Etats ne se bousculent pas non plus pour se porter volontaires. Mais les dirigeants européens vont sans doute trouver des solutions. Et puis il y a l'opposition, non résolue, entre les pays où débarquent les migrants et ceux où ils veulent aller, mais qui ne les veulent

pas. Pour l'instant le système de Dublin, qui ne marche évidemment pas, subsiste. Pendant ce temps, l'hécatombe dans la Méditerranée continue, alors que les bateaux des ONG sont bloqués dans les ports de l'Union européenne, sans doute suite à un accord non-rendu public du Conseil européen.

Tout cela donne une impression de désordre sur fond de faillite politique et morale. Et pendant ce temps on ne discute pas d'autre chose, ce qui ne dérange pas d'ailleurs tout le monde. Pas du Brexit – mais on peut toujours dire que c'est la faute des Britanniques, ce qui n'est que partiellement vrai. Pas non plus des propositions de ce pauvre Macron dont les idées pour renforcer et centraliser la zone euro rencontrent un écho assez limité.

Macron na pas complètement tort. Mais il n'a surtout pas raison. Il n'a pas tort quand il pense que la monnaie unique nécessite une union fiscale et politique. Mais il n'a pas raison, parce que cette union n'est pas possible politiquement, n'étant voulu ni par beaucoup de gouvernements ni surtout par une grande partie des peuples. C'est notamment le cas dans son propre pays. La monnaie unique reste donc non seulement inéquitable (2) mais instable.

Les changements dans le paysage politique présentent la gauche radicale avec un grand défi. L'affaiblissement de la social-démocratie, allant dans certains cas jusqu'à l'effondrement ou l'éclatement, est une donnée de la nouvelle situation. Il peut y avoir quelques rebondissements, comme au Portugal, mais l'exemple du Corbynisme britannique risque d'être la seule vraie exception.

L'autre facette est que c'est la droite et l'extrême droite qui profitent davantage de cette situation. Plus exactement, l'extrême droite se montre capable d'attirer d'anciens électeurs de gauche et aussi ceux de la droite traditionnelle, laquelle se droitise davantage pour continuer à exister.

Les meilleurs et les pires

Pour revenir au poème de Yeats, citons ces lignes : « Les meilleurs manquent de toute conviction, alors que les pires sont remplis d'une intensité passionnée ». Si on remplace « les meilleurs » par « la gauche radicale » et « les pires par « l'extrême droite », ces lignes sont d'une actualité inconfortable. L'intensité passionnée de l'extrême droite ne fait malheureusement pas de doute (regarder Salvini…). Elle a un discours où se mêlent des thèmes nationalistes, racistes et d'autres sociaux : démagogiques, certes, mais pas moins efficaces pour cela. Car parfois ce qu'elle dit sur l'austérité ou l'Europe n'est pas faux. Cela la rend encore plus dangereuse.

Il serait exagéré de dire que la gauche radicale manque de conviction. Mais elle est souvent marquée par une certaine illisibilité, ne sachant pas se faire écouter ni convaincre ceux et celles qui souffrent dans cette Europe néolibérale et austère. Question de langage, parfois, mais plus que ça. Des discours qui parlent d'une Europe sociale, démocratique, écologique, féministe, même appuyés sur des revendications justes. Mais sans tracer de voie pour y arriver.

On reviendra plus tard sur le paysage avant la bataille des élections européennes de 2019. Mais il s'agira cette fois-ci d'une vraie bataille, où la droite et l'extrême droite sont déjà données gagnantes. Si la gauche radicale est perçue comme l'aile gauche de l'Europe actuelle elle ne pourra pas apporter les réponses nécessaires. Le défi pour elle est de se démarquer et de combattre à la fois le centre néolibéral et les forces nationalistes de droite et d'extrême droite. Avec des campagnes nationales et à l'échelle européenne qui marquent une rupture avec l'Union européenne actuelle, avec des propositions concrètes qui tracent la voie vers une Europe différente.

Notes

1) On peut commencer avec cette interview d'un dirigeant du M5S : http://lvsl.fr/bataille-pas-entre-droite-et-gauche-mais-entre-citoyens-et-puissants-entretien-avec-alessandro-di-battista-numero-2-du-m5s

2) Pour un jugement sans appel, voir cette interview de Francisco Louça du Bloc de gauche : http://www.vientosur.info/spip.php?article13969